

Droits de douane de 39% : quelles répercussions pour le Jura et quelles mesures concrètes pour les Jurassiennes et les Jurassiens touchés ?

Fabrice Macquat (PS)

La décision des États-Unis d'imposer des droits de douane d'environ 39% sur certains produits suisses menace directement l'économie jurassienne. Plusieurs entreprises exportatrices, en particulier dans l'horlogerie et les branches industrielles, sont confrontées à un risque immédiat de perte de marchés. Selon les informations relayées, près de 4'000 préavis de réduction de l'horaire de travail (RHT) ont déjà été déposés, faisant craindre une crise de l'emploi sans précédent dans notre canton.

Face à une telle situation, le groupe socialiste considère qu'il est essentiel que l'État jurassien adopte une posture proactive et transparente. Il ne s'agit pas seulement de limiter les dégâts à court terme, mais aussi d'anticiper les mutations économiques et de soutenir activement les travailleuses et travailleurs. Les déclarations d'intention ne suffisent pas : des mesures concrètes, chiffrées et suivies doivent être présentées.

Dans ce contexte, le groupe socialiste souhaite obtenir des précisions sur les actions déjà entreprises et celles prévues par le Gouvernement, notamment en matière de formation, de reconversion professionnelle, de réorientation économique et de soutien immédiat aux salarié·e·s et aux entreprises. Le ministre de l'Économie a évoqué la nécessité de « réduire la charge administrative » pour les entreprises, mais cette affirmation reste vague et mérite d'être explicitée.

Le groupe socialiste prie dès lors le Gouvernement de répondre aux questions suivantes :

- 1. Sur les préavis de RHT : parmi les quelque 4'000 préavis annoncés, combien ont été acceptés à ce jour ? Combien de salarié·e·s sont effectivement concernés, et dans quels secteurs ?**
- 2. Des entreprises ont-elles déjà procédé à des licenciements malgré le dépôt de RHT ? Si oui, combien d'emplois ont été supprimés et dans quelles branches ?**
- 3. Quelles mesures concrètes de formation et de reconversion ont été mises en place par le Gouvernement (nombre de places, domaines, budget engagé, partenariats) pour accompagner les personnes menacées de perdre leur emploi ?**
- 4. Le Gouvernement entend-il engager une réorientation économique du canton vers des secteurs moins dépendants du marché américain et plus porteurs à long terme (transition énergétique, économie circulaire, numérique, services, etc.) ? Quels projets concrets sont prévus et avec quels objectifs chiffrés ?**
- 5. Lorsque le ministre de l'Économie évoque une volonté de « réduire la charge administrative » pour les entreprises, à quelles mesures précises cela correspond-il (simplification de procédures, allègements fiscaux, guichet unique, etc.) ? Qu'a-t-il été décidé et appliqué jusqu'ici ?**
- 6. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises auprès de la Confédération pour obtenir des ressources financières exceptionnelles ou un soutien accru afin de limiter l'impact social de cette crise ?**
- 7. Le Gouvernement peut-il s'engager à publier régulièrement un bilan transparent de la situation (RHT déposées et acceptées, emplois concernés, licenciements effectués, mesures de formation engagées) afin que la population et le Parlement disposent d'un suivi clair et fiable ?**

Nous remercions le Gouvernement de ses réponses.

Fabrice Macquat (PS)

Co-signataires

- Jude Schindelholz (PS)
- Jelica Aubry-Janketic (PS)
- Lisa Raval (PS)
- Patrick Cerf (PS)
- Joël Burkhalter (PS)
- Gaëlle Frossard (PS)
- Raphaël Ciocchi (PS)
- Claude Schlüchter (PS)
- Nicolas Maître (PS)
- Katia Lehmann (PS)
- Nicolas Girard (PS)
- Pierre-André Comte (PS)
- Sarah Gerster (PS)
- Florence Chaignat (PS)
- Hildegard Lièvre Corbat (PS)
- Valérie Bourquin (PS)
- Françoise Schaffter Houlmann (PS)
- Jocelyne Mérat Diop (PS)

Intervention déposée officiellement le 22 septembre 2025